

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2015



Coheris

4, rue du Port aux Vins

92150 Suresnes

Tél. : +33 (0)1 57 32 60 60

Fax : +33 (0)1 57 32 62 00

I - Rapport d'activité semestriel

Chiffres clés

Compte de résultat	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
En milliers d'euros	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	6 788	7 374	14 574
Résultat opérationnel courant	-459	-605	74
Résultat opérationnel	-778	-949	-691
Résultat net Part du Groupe	-795	-995	-759

Bilan	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
En milliers d'euros			
Capitaux Propres	11 527	12 126	12 354
Actif courant	8 729	10 365	9 387
Passif courant	8 177	9 111	7 529
Total Bilan	21 083	22 597	21 044

Chiffre d'affaires et résultat consolidés

Le chiffre d'affaires de l'activité Software (i.e. licences On Premise, licences Cloud et maintenance) s'établit à 4,12 millions d'euros en baisse de 5,4 % au 1er semestre 2015. Les ventes de licences On Premise sont stables par rapport à 2014. Le niveau de revenus de maintenance reste quant à lui en retrait du fait de la faiblesse du chiffre d'affaires licences réalisé avec de nouveaux clients au cours des exercices précédents.

Coheris a poursuivi ses actions en matière d'efficacité opérationnelle et de réduction du point mort sur le 1er semestre 2015, ce qui a permis une amélioration de 24 % du Résultat Opérationnel Courant par rapport au 1er semestre 2014 et de 20 % du Résultat Net.

Le déménagement d'avril 2015 permet de dégager 1,4M€ d'économies sur 6 ans par rapport aux anciens locaux et les investissements liés au déménagement ont donné lieu à un financement spécifique.

Compte tenu de ce niveau d'activité, de la poursuite des investissements R&D et commerciaux et de l'impact sur les coûts du renforcement de l'efficacité opérationnelle, le résultat opérationnel courant ressort à - 459 K€ contre - 605 K€ au 1er semestre 2014.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à - 778 K€ contre - 949 K€ au 1er semestre 2014.

Le coût de l'endettement financier net de - 41 K€ contre - 39 K€ au titre de la même période 2014.

Après prise en compte de l'impact de l'impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé ressort ainsi à - 795 K€ contre - 995 K€ au 1er semestre 2014.

L'effectif du groupe au 30 juin 2015 est de 140 collaborateurs contre 157 au 30 juin 2014.

Investissements

Les investissements de la période se sont élevés à 1 671 K€ dont 1 093 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans ses solutions du CRM et Analytics (contre 1 175 K€ au premier semestre 2014 dont 1 146 K€ en développement logiciels).

Perspectives

Coheris bénéficie d'une forte actualité produit sur le 2nd semestre 2015, qui illustre sa stratégie d'innovation, de convergence et de modularité : une nouvelle version de Coheris CRM Nomad intègre dans un seul outil SFA et Merchandising ; une nouvelle version de la suite Coheris CRM comporte un module d'Analytics proposant notamment des KPI Métiers, du Textmining, du scoring et un moteur de recommandation ; une nouvelle version de Liberty accentue la convergence BI Entreprise / BI Agile et se différencie par la puissance de son Data Storytelling et de sa Dataviz. De plus, Coheris étend sa gamme avec un moteur de recommandation temps réel incluant des algorithmes sociaux et collaboratifs auto-apprenants (Machine Learning), ce qui va favoriser son développement dans l'univers du Digital.

En outre, Coheris a annoncé la signature d'un partenariat avec Orange Business Services associant leurs savoir-faire dans le Cloud.

II – Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Écarts d'acquisition	7 385	7 385	7 385
Immobilisations incorporelles	2 999	3 199	2 832
Immobilisations corporelles	557	62	41
Titres mis en équivalence			
Actifs financiers	426	307	426
Autres placements non équivalents de trésorerie	90	360	90
Actifs d'impôts différés	897	919	883
ACTIF NON COURANT	12 354	12 232	11 657
Stocks et en-cours	57	30	4
Clients et comptes rattachés	3 987	4 748	5 017
Autres créances et comptes de régularisation	1 491	2 390	1 902
Disponibilités	3 194	3 197	2 464
ACTIF COURANT	8 729	10 365	9 387
TOTAL DE L'ACTIF	21 083	22 597	21 044
<hr/>			
PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	734	734	734
Titres auto détenus	-1 099	-1 099	-1 099
Réserves et résultats consolidés	9 647	10 333	10 474
Écarts de conversion		-87	
Capitaux propres - part du groupe	11 527	12 126	12 354
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	11 527	12 126	12 354
Passifs financiers (> 1 an)	471	54	126
Passif d'impôts différés	108	148	135
Provisions pour risques et charges	800	1 158	900
PASSIF NON COURANT	1 379	1 360	1 161
Passifs financiers (< 1 an)	450	501	428
Fournisseurs et comptes rattachés	1 054	953	809
Autres dettes et comptes de régularisation	6 673	7 657	6 292
PASSIF COURANT	8 177	9 111	7 529
TOTAL DU PASSIF	21 083	22 597	21 044

III – Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Chiffre d'affaires	6 788	7 374	14 574
Autres produits de l'activité	1 100	1 252	2 722
Achats et services extérieurs	-1 389	-1 553	-2 773
Charges de personnel	-5 770	-6 356	-11 933
Impôts et taxes	-191	-204	-419
Dotations aux amortissements	- 988	- 1 033	-2 003
Dotations aux provisions			
Autres produits et charges d'exploitation	-9	-84	-94
Résultat opérationnel courant	-459	-605	74
Autres produits et charges opérationnels	-319	-344	-626
Produits et charges des activités déconsolidées			-139
Résultat Opérationnel	-778	-949	-691
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	2	60	63
Autres produits et charges financiers	-43	-99	-89
Coût de l'endettement financier net	-41	-39	26
Résultat de déconsolidation			4
Charges d'impôt	24	-7	-46
Résultat Net	-795	-995	-759
Part du groupe	-795	-995	-759
Intérêts minoritaires			
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG par action en €	-0,14	-0,18	-0,13
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075	5 613 075
RNPG dilué par action en €	-0,14	-0,18	-0,13

IV – Etat du résultat global consolidé

1 ^{er} semestre 2014	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net	-995		-995
<i>Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Ecart de conversion	2		2
<i>Eléments qui ne seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2		2
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-993		-993
1 ^{er} semestre 2015	Groupe	Minoritaires	Total
Résultat net	-795		-795
<i>Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Ecart de conversion			
<i>Eléments qui ne seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Réévaluation au titre des régimes à prestations définies	-48		-48
Impôts liés	16		16
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-32		-32
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-827		-827

V - Tableau consolidé de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Résultat net des sociétés intégrées	-795	-995	-759
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	818	401	1 086
Charges et produits liés aux stocks-options			
Plus et moins-values de cession		-13	-28
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	23	-607	299
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	-24	7	46
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	-1	-600	345
Impôt versé (B)		-29	-45
Variation du BFR lié à l'activité (C)	2 042	1 611	289
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	2 041	982	589
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 671	-1 175	-1 702
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.		53	75
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières			-121
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières			18
Incidence de variation de périmètre			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 671	-1 123	-1 730
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	475		126
Placements de trésorerie			270
Remboursement d'emprunts	-115	-142	-263
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	360	-142	133
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	730	-282	-1 008
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 464	3 472	3 472
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (cf. 2.5)	3 194	3 190	2 464

VI - Tableau consolidé de variation des capitaux propres

Ils évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2013 et 2014 et 30 juin 2014 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2013	2 245	734	-1 099	11 321	-88	13 113		13 113
Écart de conversion					1	1		1
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					1	1		1
Opération sur titres auto détenus								
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations				7		7		7
Résultat 1er semestre 2014				-995		-995		-995
Total des opérations revenant aux actionnaires				-988		-988		-988
Au 30 juin 2014	2 245	734	-1 099	10 333	-87	12 126		12 126
Écart de conversion								
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					87	87		87
Opération sur titres auto détenus								
Souscription de BSA								
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations				-95		-95		-95
Résultat 2nd semestre 2014				236		236		236
Total des opérations revenant aux actionnaires								
Au 31 décembre 2014	2 245	734	-1 099	10 474		12 354		12 354
Écart de conversion								
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres					-32	-32		-32
Opération sur titres auto détenus								
Paiements fondés sur des actions								
Versement du dividende								
Autres variations								
Résultat 1er semestre 2015				-795		-795		-795
Total des opérations revenant aux actionnaires								
Au 30 juin 2015	2 245	734	-1 099	9 647		11 527		11 527

VII – Notes aux comptes consolidés

Les notes sont regroupées sous les titres suivants:

1 Principes et méthodes comptables utilisés.....	9
1.1 Périmètre de consolidation	9
1.2 Méthodes d'évaluation – Règles et méthodes comptables	10
2 Explication des postes des éléments financiers.....	13
2.1 Écarts d'acquisition	13
2.2 Immobilisations incorporelles	13
2.3 Créances d'exploitation	13
2.4 Autres placements non équivalents de trésorerie	13
2.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
2.6 Provisions risques et charges	14
2.7 Emprunts et dettes financières	14
2.8 Autres produits et charges opérationnels	14
2.9 Effectif	14
2.10 Impôt sur les sociétés	15
2.11 Transactions avec les parties liées	15
2.12 Engagements hors bilan	15

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

1 Principes et méthodes comptables utilisés

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour la période se terminant le 30 juin 2015 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1er janvier 2015.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser qu'à l'exception de la norme IFRS 15 (Revenue from Contracts with Customers) publiée en mai 2014 par l'IASB et des discussions en cours (dont il est impossible d'évaluer l'impact compte tenu de la récente publication de cette norme), les normes, amendements et interprétations, non encore validés par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes de Coheris.

Les états financiers intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 septembre 2015.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires au titre des premiers semestres 2014 et 2015.

1.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2015 est le suivant :

Société	% contrôle	% intérêt	Méthode	Date d'entrée
Coheris SA	Mère	Mère		
DataXpresso	100 %	100 %	I.G.	01/03/2007

1.2 Méthodes d'évaluation – Règles et méthodes comptables

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement:

- les frais de recherche et développement :
 - o sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges,
 - o prennent en compte l'économie d'impôt liée au Crédit Impôt Recherche découlant de la partie éligible des frais de recherche et développement. Cette économie d'impôt est incluse dans la valorisation des actifs ainsi constatés (ce traitement du CIR a été appliqué pour la première fois au 31/12/09),
 - o sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.
- des licences intégrées dans les logiciels produits :
 - o sont évaluées au coût d'acquisition,
 - o sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureau comptabilisés à leur coût historique.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaires
Installations	5 à 6 ans linéaires
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaires
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaires

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés de titres de participation non consolidés et de la part à plus d'un an des prêts et créances évalués au coût amorti.

S'agissant de placements dans des instruments de capitaux propres qui n'ont pas de prix coté

sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les titres de participation non consolidés sont évalués au coût.

Les prêts et créances évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables, puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers non courants font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, estimée d'après l'actualisation des flux de trésorerie attendus (actualisation au taux d'intérêt courant du marché pour un actif financier similaire pour les titres de participation non consolidés évalués au coût, au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts et créances évalués au coût amorti).

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

L'activité d'édition de logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence, de maintenance et de services associés, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris) sont comptabilisés dès leur livraison.

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

Dans le cas exceptionnel où les services associés seraient considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel (modifications essentielles des caractéristiques techniques et/ou fonctionnelles intrinsèques du produit), le projet serait considéré dans son ensemble et serait comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Information sectorielle

La norme IFRS 8 relative à l'information sectorielle impose d'analyser la performance de l'entreprise en fonction de secteurs opérationnels. Compte tenu de la nature de ses produits, des procédés de fabrication et de la typologie de ses clients, l'activité d'Editeur de Logiciels présente un caractère très intégré. De ce fait, Coheris est mono secteur. Néanmoins, et à titre d'information, Coheris présente une ventilation de son chiffre d'affaires par principales natures et par zones géographiques qui ne s'inscrit pas dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur liquidative en fin de période, les plus-values latentes étant directement imputées sur les capitaux propres.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au-delà,
- taux d'actualisation de 2,25 %

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci-dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement composés d'emprunts et de dettes auprès des établissements de crédit. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur (prenant en compte les éventuels coûts de transaction directement rattachables) puis évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif.

Paiement en actions

Tous les plans d'attribution d'options qui avaient été mis en place sont devenus caduques. Aucun de ces plans n'a fait l'objet de souscription compte tenu des conditions d'exercice.

2 Explication des postes des éléments financiers

2.1 Écarts d'acquisition

Le montant net total des écarts d'acquisition ressort à 7 385 K€ identique au 31 décembre 2014.

Les hypothèses de cash-flows prises lors de l'établissement des impairments test au 31/12/2014 ne sont pas remises en cause par les résultats obtenus au titre du 1^{er} semestre 2015.

2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 2 832 K€ au 31 décembre 2014 à 2 999 K€ au 30 juin 2015.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 093 K€ et les amortissements correspondants de 931 K€.

2.3 Créances d'exploitation

Elles sont présentées nettes de provision. Les provisions clients comptabilisées au 30 juin 2015 s'élèvent à 970 K€.

Les créances clients brutes s'élèvent à 4 957 K€.

2.4 Autres placements non équivalents de trésorerie

Dans le cadre de l'acquisition de la société Quatrax, Coheris a conclu un emprunt en septembre 2011 qui a fait l'objet d'une garantie donnée à l'établissement prêteur sous la forme d'un nantissement de comptes à terme à taux progressifs dont les échéances sont à 36 mois, pour un montant de 270 K€, et 60 mois, pour un montant de 90 K€.

Les 270 K€ étant arrivés à terme courant 2014, seuls les 90 K€ sont encore à l'actif du bilan sous cette rubrique au 30/06/2015.

Au regard de la norme IAS7 et la recommandation AMF n°2011-16, ces placements ont été analysés comme n'étant pas qualifiables d'équivalents de trésorerie et ont donc été portés sur une ligne distincte au bilan consolidé.

2.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/06/15	31/12/14
VMP (Sicav monétaires en euro)	2 937	13
Comptes à terme (+ 3 mois)		
Comptes bancaires	257	2 451
Trésorerie et équivalents trésorerie	3 194	2 464
Découverts bancaires		
Trésorerie nette de clôture	3 194	2 464

2.6 Provisions risques et charges

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2014.

	A l'ouverture	Dotation	Reprise		A la clôture
			Avec utilisation	Sans utilisation	
Indemnités de départ à la retraite	267	67			334
Autres	633		167		466
Total	900				800

Les autres provisions se rapportent à des risques, des litiges et des charges d'exploitation. A la connaissance de la société, les litiges connus ne nécessitent pas de provisionnement supplémentaire dans les comptes au 30/06/2015.

2.7 Emprunts et dettes financières

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	659	188	471	
Emprunts et dettes financières divers	262	262		
Total	921	450	471	

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

2.8 Autres produits et charges opérationnels

La ligne « autres produits et charges opérationnels » correspond notamment à des coûts engagés dans le cadre de l'optimisation de l'efficacité opérationnelle et de coûts liés au déménagement.

2.9 Effectif

L'effectif du groupe au 30 juin 2015 est de 140 collaborateurs contre 157 au 30 juin 2014.

2.10 Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	
Impôt différé	-24
Total	<u>-24</u>

L'écart entre l'impôt théorique et l'impôt effectif s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt	-819
Produit d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	-273
Impact amortissement du CIR non fiscalisé	-110
Différences permanentes	
Régularisation CIR antérieur	
Impact des déficits non activé	363
Divers	-4
Produit d'impôt effectif	<u>-24</u>

Compte tenu des hypothèses retenues lors de l'établissement du budget pour les années 1 à 4, mais également des règles fiscales en vigueur, les déficits fiscaux devraient être imputés d'ici 3 à 4 exercices. A ce titre, aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé sur les déficits fiscaux générés sur le 1^{er} semestre 2015.

2.11 Transactions avec les parties liées

Au titre du premier semestre 2015, les rémunérations brutes des mandataires se sont élevées à 154 K€ dont 1 K€ d'avantages en nature.

2.12 Engagements hors bilan

Néant.

VIII - Attestation du responsable du Rapport semestriel d'activité

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Suresnes le 25 septembre 2015

Nathalie Rouvet Lazare
Président-Directeur Général

IX - Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Dans notre rapport sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013, nous avons formulé une réserve sur la valeur de l'écart d'acquisition dont le montant net s'élève à 7,3 M€ (après dépréciation de 1 M€) et sur la recouvrabilité de l'actif d'impôt différé de 0,8 M€. La dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 M€ a été évaluée sur la base des flux futurs de trésorerie actualisés (valeur d'utilité) fondés sur des prévisions correspondant au plan stratégique établi par la Direction Générale et approuvé par le Conseil d'administration qui prend en compte des hypothèses de redressement d'activité dont nous ne sommes pas en mesure d'apprécier la probabilité de réalisation. La situation est inchangée à la date du présent rapport.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

À l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Boulogne Billancourt et Courbevoie, le 25 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

EREC ASSOCIES

Guillaume Boutin

MAZARS

Erwan Candau